

# Qatargate : une possible violation de l'immunité parlementaire risque de faire capoter l'enquête

pp.4-5

ERIC VIDAL/EUROPEAN PARLIAMENT/AFP



# La Libre BELGIQUE

JEUDI 2 NOVEMBRE 2023 - www.lalibre.be



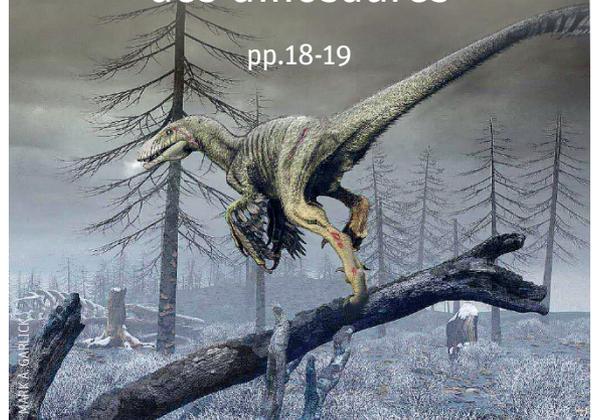
## Le Sud-Liban pris au piège de la guerre entre Israël et le Hamas

pp.12-13

FUSSEIN MALLAJ/AP

## Selon des chercheurs belges, la poussière est une des causes de l'extinction des dinosaures

pp.18-19



MARCO GARLICKY

## L'avenir énergétique des grandes copropriétés

Notre supplément



*"Aujourd'hui,  
des artistes  
et des écrivains  
en viennent à  
s'autocensurer"*

**Tania  
de Montaigne**  
Romancière  
et journaliste  
Débats pp.32-33

IF PAGA



# Israël accusé d'utiliser des bombes au phosphore blanc sur la frontière libanaise

**Proche-Orient** Pris au piège de la guerre entre Israël et le Hamas qui déborde à la frontière du Sud-Liban, les habitants des villages frontaliers voient leurs terres ravagées par ces bombes.

Reportage Jenny Lafond  
Envoyée spéciale à Tyr

**A**ssise sur un matelas nu posé à même le sol, une petite fille aux cheveux blonds noués en queue-de-cheval s'amuse avec un pistolet en plastique, sous l'œil curieux de sa cadette. Dans un coin de la pièce, une pile de matelas, d'oreillers et de couvertures attend la nuit à côté d'un grand tableau vert à craies accroché au mur. Les petites sont deux des

onze enfants de Moustapha el-Sayyed, un homme de 53 ans qui a dû fuir avec ses deux épouses son village de Beit Lif, situé à moins de 6 km de la frontière avec Israël. Ils font partie des quelque 29 000 personnes déplacées depuis le début des accrochages frontaliers entre le Hezbollah chiite et Israël le 8 octobre, selon un bilan provisoire réalisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies, publié le 27 octobre. Au Sud du Liban, la guerre à Gaza entre le Hamas et Israël a ravivé les tensions.



Des bombes israéliennes au phosphore blanc tirées le long de la frontière avec le Liban.

“On a passé sept jours sous les obus, les enfants étaient terrorisés. Quand les tirs se sont intensifiés il y a une dizaine de jours, j’ai emmené ma famille ici”, raconte ce cultivateur de tabac inquiet pour sa récolte qu’il n’a pu mettre à l’abri. Partie sans argent ni affaires, sa grande famille loge dans des conditions très sommaires dans une salle de classe de l’Institut technique de Tyr, réquisitionnée en urgence avec trois autres écoles pour héberger plus de 900 déplacés fuyant les villages frontaliers. Quelques milliers d’autres ont trouvé abri dans des maisons individuelles si leurs économies n’ont pas disparu avec la crise ou chez leurs proches. “On serait mieux chez nous, mais avec ce qui se passe à Gaza, tous ces enfants exterminés, on n’a pas le droit de se plaindre. On paie de nos biens, eux ils paient de leur sang”, dit Moustapha el-Sayyed, le regard triste.

#### L’État est aux abonnés absents

Dans la salle des opérations installée dans un bâtiment à proximité, Mortada Mehanna supervise la cellule de crise de l’Union des municipalités de la région de Tyr. Le responsable avance “au jour le jour, sans aucune visibilité”, et s’en remet aux ONG locales et internationales, qui lui fournissent matelas, nourriture, eau et produits d’hygiène, et aux petites mains des scouts de la Rissala islamiya, issus du mouvement chiite Amal, le parti du chef du Parlement libanais. Sans surprise, l’État, dont les caisses sont vides, est aux abonnés absents, abandonnant ces Libanais poussés à l’exode par la guerre qui déborde à la frontière. Le Premier ministre sortant, Nagib Mikati, n’a pas jugé utile de s’arrêter à Tyr lors de sa visite au QG de la Force intérimaire des Nations unies (FINUL), situé à Naqoura, à une vingtaine de kilomètres au sud, le 23 octobre.

Chez les déplacés, la colère gronde. À l’ombre d’un arbre malingre, des éclats de voix jaillissent d’un groupe d’hommes assis là. Tous viennent de la petite bourgade sunnite de Dhayra, située à une trentaine de kilomètres, face à Israël. La localité a payé jusqu’à présent un très lourd tribut, dévastée par les bombardements de l’armée israélienne. “On se fiche de nous, j’ai échappé à la mort dans ma propre maison et je dois quémander pour un matelas de plus ou une bouteille d’eau!”, éclate Mohammad. “Aujourd’hui au Liban, avec la crise économique, qui peut encore reconstruire? Pour trouver du pain, on n’y arrive pas, alors comment va-t-on reconstruire nos maisons?”, s’inquiète ce retraité d’une soixantaine d’années.

Non loin de là, deux sœurs, Wafaa et Rita Darwiche, ressassent leur colère. “J’en veux à l’État, nous sommes à la frontière, toujours les premiers touchés, qu’ils nous construisent au moins des abris!”, lance la première. “Où sont nos 128 députés? Où est l’État?”, complète sa sœur en proférant des insultes. Endettées, elles ont déjà vendu leurs bêtes et hypothéqué leur maison pour payer les soins de leur sœur, gravement malade et décédée depuis. Elles comptaient sur leur récolte d’olives pour se remettre en selle. “Nous sommes des gens simples vous savez, on vit de la terre. La saison bat son plein, mais notre production est fichue”, reprend Wafaa, au visage tanné par le soleil. Sa sœur ne nourrit guère d’illusion pour l’avenir: “Nos oliveraies sont polluées par le phosphore blanc balancé par Israël, le village n’est plus qu’un tas de cendres. De quoi vais-je vivre?”, se lamente-t-elle.

Une accusation relayée par Mohammad qui affirme avoir “perdu près de 24 hectares d’oliviers”, à

cause d’incendies provoqués par le phosphore blanc.

#### “C’est criminel”

Chez les déplacés de Dhayra, les témoignages similaires affluent. Ahmad affirme avoir “perdu conscience” après avoir inhalé “une épaisse fumée blanche”. “Toutes mes terres ont brûlé”, dit-il. Un autre a perdu son garage, mangé par les flammes. Le phosphore blanc, une substance incendiaire interdite en zone civile par le Protocole III de la Convention sur les armes classiques, Ahmad, lui aussi agriculteur, le décrit comme un “parasol qui éclate dans l’air en projetant des fusées incendiaires au sol avec d’épais nuages de fumée et de poussière blanche”, rendant l’air irrespirable.

L’usage par Israël de phosphore blanc au Liban a été dénoncé par Human Rights Watch dans un rapport publié le 12 octobre, puis par Amnesty International, le 31 octobre, sur base de témoignages et l’analyse de photos et vidéos. Ce dernier rapport, qui appelle à une enquête pour “crimes de guerre” fait état de civils hospitalisés et de maisons et voitures calcinées, à Dhayra, mais aussi Aita el-Chaab et Mari, le long de la bande frontalière. Des allégations jusque-là récusées

par Israël. Cela n’a pas empêché Abdallah Bou Habib, le chef de la diplomatie libanaise sortant, de charger la mission du Liban à l’Onu de “déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité pour condamner l’utilisation par Israël de phosphore blanc lors de ses attaques répétées contre le Liban et l’incendie délimité des forêts”. Abbas Hajj Hassan, le ministre libanais de l’Agriculture évoque, après enquête, “128 incendies résultant des frappes israéliennes au phosphore blanc”, qui auraient détruit “au moins 40 000 oliviers”.

Sillonnant les villages touchés, Bilal Kashmar, journaliste et coordinateur média de la cellule de crise de Tyr, l’assure: “Des munitions au phosphore blanc ont été tirées sur au moins 25 villages de la bordure frontalière, de l’ouest de Naqoura aux fermes de Chébaa, dont plus de 1 000 à Dhayra et Alma el-Chaab”. Depuis le début du conflit, au moins 2 000 hectares de zones boisées ont brûlé, ravageant de nombreuses cultures agricoles et hypothéquant du même coup l’avenir de ces villageois attachés à leurs terres.

### Épinglé

#### Crimes de guerre contre les journalistes

À la frontière Nord d’Israël, les accrochages armés sont quotidiens avec les groupes palestiniens au Liban, dont le Hezbollah. L’armée israélienne a dit mercredi avoir ciblé une “cellule terroriste” qui s’apprêtait à tirer des missiles anti-char. Huit soldats israéliens et un civil ont été tués à cette frontière depuis le 7 octobre, selon l’armée. Côté Libanais, d’après un décompte de l’AFP, 63 personnes sont mortes, dont cinq civils et 47 membres du Hezbollah.

Trente-quatre journalistes ont aussi été tués depuis le début de la guerre, selon le décompte de l’ONG Reporters sans frontières (RSF), qui a annoncé mercredi avoir saisi la Cour pénale internationale (CPI) pour “des crimes de guerre commis contre les journalistes” dans les Territoires palestiniens et en Israël. (AFP)

## Des blessés palestiniens et des étrangers évacués de Gaza

Des dizaines de blessés palestiniens et plusieurs groupes de binationaux et d’étrangers (dont un Belge) ont pu quitter mercredi la bande de Gaza, soumise aux bombardements de l’armée israélienne, une première depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas le 7 octobre.

À la demande de l’Égypte, les premiers à passer en fin de matinée ont été des blessés palestiniens.

#### “Personne ne peut imaginer”

“J’ai été brûlé, j’ai des éclats d’obus dans l’épaule”, a dit à une chaîne égyptienne un de ces blessés, affirmant venir du camp de réfugiés d’el-Boureij. “Tout est détruit partout, personne ne peut imaginer: on n’a ni nourriture ni eau”, a-t-il ajouté.

L’accord d’évacuation mis en œuvre mercredi entre l’Égypte, le Hamas et Israël, aurait été obtenu sous médiation du Qatar et en coordination avec les États-Unis.

#### Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a promis la “victoire” malgré les “pertes douloureuses”.

Selon les autorités israéliennes, au moins 1 400 personnes ont été tuées en Israël, en majorité des civils et la plupart le jour de cette attaque du Hamas.

Dans la bande de Gaza, dirigée par le mouvement islamiste, près de 8 800 personnes, dont 3 648 enfants, ont été tuées depuis le 7 octobre dans les bombardements israéliens, selon un nouveau bilan du Hamas. Plus de 2 000 personnes sont portées disparues sous les décombres, d’après la même source.

Du côté de l’armée israélienne, 330 soldats ont été tués dans cette guerre. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a promis la “victoire” malgré les “pertes douloureuses”.

#### Sept otages tués

Mercredi, le Hamas a affirmé que sept otages, “dont trois détenteurs de passeport étrangers”, avaient été tués la veille dans un bombardement israélien sur le plus grand camp de réfugiés de Gaza, à Jalabiya (nord). Selon Israël, ce bombardement a permis d’“éliminer” un haut dirigeant du Hamas, Ibrahim Biari. Alors que ce bombardement a été qualifié de nouvelle “atrocité” par le chef des opérations humanitaires de l’ONU Martin Griffiths, le camp de Jalabiya a été l’objet d’une nouvelle frappe mercredi qui aurait fait des dizaines de morts selon le ministre de la Santé du Hamas. Une affirmation invérifiable dans l’immédiat. (Avec AFP)